

Une lutte résolue contre l'antisémitisme

Recueil de publications (2005-2021)

UJFP

DOSSIER 3

Merah, Kouachi, Coulibaly, Bataclan :
l'horreur des massacres,
la honte des amalgames

Table des matières

DOSSIER 3. Merah, Kouachi, Coulibaly, Bataclan : l'horreur des massacres, la honte des amalgames.....	2
26. Marche silencieuse pour les victimes de Toulouse et de Montauban.....	2
27. Les tueries de Montauban et Toulouse et les maladies de la société française.....	3
28. Contre l'antisémitisme, l'égalité.....	5
29. Après le carnage de la Porte de Vincennes.....	7
30. Nous refusons l'instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire juives au service d'une cause indéfendable et dangereuse.....	8
31. Le piège tendu aux Juifs de France.....	11

DOSSIER 3.

Merah, Kouachi, Coulibaly, Bataclan : l'horreur des massacres, la honte des amalgames

26.

Marche silencieuse pour les victimes de Toulouse et de Montauban

Auteur : UJFP – Île-de-France

Date : 25 mars 2012

Contexte : A Paris, une Marche silencieuse est organisée après les tueries perpétrées par Mohammed Merah, à Toulouse et à Montauban, les 11, 15 et 19 mars 2012. L'UJFP annonce sa participation.

Lien : <https://ujfp.org/marche-silencieuse-pour-les-victimes-de-toulouse-et-de-montauban/>

Dimanche 25 mars – À Paris (75), marche silencieuse pour les victimes des crimes racistes de Toulouse et de Montauban. Appelée par plusieurs associations, dont l'UJFP-IDF, l'UEJF, la LICRA, SOS Racisme, la LDH et le MRAP. Départ à 15 heures de la Bastille.

L'UJFP-IDF participera à une marche silencieuse qui aura lieu à Paris ce dimanche pour les victimes des crimes racistes commis cette semaine dans le sud de la France. Nous déplorons tout acte antisémite, islamophobe et autre forme de discrimination, a fortiori des crimes hideux comme ceux commis à Toulouse et à Montauban. De plus, nous refusons tout amalgame entre nos concitoyens musulmans et des fanatiques meurtriers comme Mohammed Merah, qui sont autant des ennemis de la communauté musulmane qu'ils le sont de la communauté nationale toute entière. L'UJFP-IDF se joint à l'UEJF, à la LICRA, à SOS Racisme, à la LDH, au MRAP, au Mouvement

de la Paix et à d'autres associations pour cette marche antiraciste qui se déroulera dimanche le 25 mars à 15 heures à la Bastille.



27.

Les tueries de Montauban et Toulouse et les maladies de la société française

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 25 mars 2012

Contexte : Les 11, 15 et 19 mars 2012, Mohammed Merah perpète ses assassinats sur des militaires d'origine marocaine et algérienne et sur un rabbin, un enseignant et trois enfants juifs. Il est abattu par la police le 22 mars. Après quelques jours, l'UJFP livre son analyse.

Lien : <https://ujfp.org/les-tueries-de-montauban-et-toulouse-et-les-maladies-de-la-societe-francaise/>

D'autres mieux que nous ont analysé ce que la vie de l'auteur des tragédies de Toulouse et de Montauban révèle sur la situation des banlieues et leur délaissement par les pouvoirs publics.

Nous partageons la colère et l'amertume de certains de nos concitoyens vis à vis de ces formes d'action individuelle, criminelle et suicidaire.

Nous partageons leurs analyses sur l'état moral et politique de notre société, sur les maux qui la rongent.

Nous partageons enfin la colère et l'inquiétude de nos concitoyens d'origine musulmane encore une fois stigmatisés, transformés en boucs émissaires à l'origine des maux qui frappent notre société.

Nous sommes nombreux dans nos rangs dont les familles ont été victimes de cette politique criminelle aux temps du nazisme et de Vichy.

Et nous sommes révoltés par une certaine lecture des évènements.

Des médias ont affirmé que les corps des victimes juives seraient « rapatriés » en Israël, comme si la patrie de tout juif était forcément Israël.

De nombreux autres ont délibérément tronqué les propos de Madame Catherine Ashton, Haut représentant de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité pour n'en retenir qu'un parallèle entre les enfants juifs assassinés en France et les enfants de Gaza.

De nombreux soutiens d'Israël dénoncent les défenseurs du peuple palestinien comme étant responsables d'un climat favorable aux assassins antisémites.

Nous, nous affirmons au contraire : la politique criminelle pratiquée par Israël à l'encontre du peuple palestinien tout entier, au mépris du droit international, met en danger la paix et la cohésion de toutes les sociétés, de la nôtre en particulier.

Le soutien inconditionnel de la « communauté internationale » dont jouit Israël est tout autant dangereux.

Les murs – réels et virtuels – érigés par Israël et l'Europe entre « eux » et « nous » le sont également.

Notre colère est grande à l'encontre de ces dirigeants politiques de droite comme de gauche responsables de la communautarisation de notre propre société.

Notre colère est grande à l'encontre des gens du CRIF, représentants autoproclamés des juifs français qui se taisent à chaque tuerie d'enfants palestiniens perpétrée par l'armée « la plus démocratique du monde », qui se taisent quand ici même, des groupes entiers d'hommes, de femmes et leurs enfants sont stigmatisés, arrêtés, enfermés, expulsés. Qui se taisent enfin devant les discours racistes et xénophobes des plus hauts représentants de l'État. Eux qui se disent « les gardiens de la mémoire », la manipule pour soutenir une politique criminelle.

Notre colère est grande à l'encontre des médias, des politiques français qui ont fait de nous, Juifs français, des gens à part, à la nationalité indistincte, multiple et variable, sur lesquels il est interdit de porter un regard objectif, interdit de s'interroger sur les dérives religieuses de certains, tout aussi radicales et problématiques que celles qui frappent nos frères et sœurs musulmans.

Notre colère est grande enfin à l'encontre de tous ceux qui affirment que toute critique de la politique israélienne est une manifestation d'antisémitisme.

À tous ceux-là, nous leurs disons aujourd'hui qu'ils portent eux aussi une lourde responsabilité morale et politique dans ces drames qui nous bouleversent tous.

Qu'ils ne peuvent impunément stigmatiser l'Autre de façon aussi indécente.

Ceux qui nient l'humanité de l'Autre se barbarisent eux-mêmes.



28. Contre l'antisémitisme, l'égalité

Auteur : Pierre Stambul

Date : 14 janvier 2015

Contexte : Le 7 janvier 2015, est perpétré par les frères Kouachi, la tuerie de *Charlie-Hebdo* qui fait douze victimes dont huit membres de la rédaction. Une semaine plus tard, Pierre Stambul est interviewé par *L'Humanité*.

Lien : <https://ujfp.org/pierre-stambul-%E2%80%89contre-lantisemitisme-legalite-%E2%80%89/>

Pierre Stambul, de l'Union juive française pour la paix, fustige les appels au départ des juifs de France.

Après la tuerie de Charlie Hebdo, quatre personnes sont mortes à la porte de Vincennes, parce qu'elles étaient juives. Comment jugez-vous la réponse à ce nouveau crime antisémite, commis deux ans et demi après ceux de Mohammed Merah ?

Pierre Stambul : On a été horrifié par ces actes. Mais aussi choqué, dimanche, par le fait de voir défilé, à Paris, Benyamin Netanyahu, Avigdor Liberman (fondateur du parti d'extrême droite Israël notre maison – ndlr) et Naftali Bennett (dirigeant du parti nationaliste Foyer juif – ndlr), trois criminels de guerre, qui auraient dû être jugés depuis longtemps par la Cour pénale internationale pour les crimes commis à Gaza. Dans la foulée, le même Netanyahu dit aux juifs de France : « La seule solution pour vous, c'est de partir. » C'est insupportable. La question de l'antisémitisme en France n'a certes jamais été réglée. Mais appeler au départ des juifs de France vers Israël, c'est tenter de la régler sur le dos des Palestiniens, en allant coloniser encore un peu plus la Palestine. Heureusement, dimanche, d'autres ont défilé pour le vivre-ensemble et l'égalité des droits.

L'antisémitisme progresse-t-il en France ?

Pierre Stambul : Il y a une montée d'une forme d'antijudaïsme. En partie liée à la question du Proche-Orient, mais pas seulement. Elle est aussi la reprise d'une « tradition » antisémite française. Toutefois, les premières victimes du racisme en France restent à l'évidence les Noirs, les Roms, les Arabes, les Musulmans. Prétendre que les juifs français vivent à la veille d'une « Nuit de cristal » est faux.

Que vous inspire la sécurisation des écoles et lieux de culte juifs ?

Pierre Stambul : C'est sans doute une nécessité. Mais la réponse ne peut pas être seulement sécuritaire. Il faut aussi expliquer, argumenter. Quand nous allons dans les « quartiers », avec l'UJFP, les gens nous disent : « On ne savait pas qu'il y avait des juifs comme vous. » On a trop mis dans la tête de ces gens le raccourci : « Tu es juif donc tu veux mettre dehors tous les Palestiniens. » C'est pourquoi il faut multiplier ces rencontres. Porter le message qui est inscrit sur l'une de nos banderoles, « juifs et Arabes unis pour la justice en Palestine ». S'il y a un danger d'antisémitisme aujourd'hui en France, il y en a un encore beaucoup plus fort, avec le développement d'une islamophobie galopante.

Entretien réalisé par Alexandre Fache, mercredi 14 janvier 2015 – L'Humanité.



29.

Après le carnage de la Porte de Vincennes

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 13 janvier 2015

Contexte : Le 9 janvier 2015, deux jours après la tuerie de *Charlie Hebdo* commis par les frères Kouachi, Amedy Coulibaly commet une prise d'otages dans une supérette casher située Porte de Vincennes à Paris, en se réclamant de l'État islamique. Il assassine quatre juifs.

Lien : <https://ujfp.org/apres-le-carnage-de-la-porte-de-vincennes/>

La tuerie commise dans l'hypermarché casher de la Porte de Vincennes nous a rempli-e-s d'effroi. L'assassin a délibérément visé et tué des Juifs parce que Juifs. Ce carnage nous rappelle de sombres souvenirs.

L'UJFP renouvelle ses condoléances à toutes les victimes et à leurs proches.

Le courant dont se réclame l'assassin se développe dans le monde entier. Indépendamment de toutes les raisons qui ont permis son essor, il doit être dénoncé et combattu pour ce qu'il est : une idéologie, une stratégie, des crimes obscurantistes. Sa prétention d'agir au nom de l'Islam est une escroquerie totale : ses premières victimes sont des Musulmans comme le montrent les massacres commis dans la grande mosquée de Kano ou dans une école de Peshawar. En Occident, ce sont des individus paumés et sans horizon de toutes origines qui sont recrutés et embrigadés par ces groupes de tueurs.

La tuerie de la Porte de Vincennes ne peut être isolée de la remontée d'une haine du Juif en France. L'antisémitisme a été en Europe en temps de crise le dénominateur commun de toutes idéologies fascistes et d'extrême droite. La lutte contre l'antisémitisme a toujours été l'affaire de toute la société. Il y a aujourd'hui un énorme travail d'explication à faire, une démarche longue et difficile pour faire exister le « vivre ensemble dans l'égalité des droits », quand ce vieil antisémitisme trouve des oreilles chez d'autres victimes du racisme et des discriminations.

Pour l'UJFP, la lutte contre l'antisémitisme doit se faire conjointement avec la lutte contre tous les racismes : contre les Roms, les Arabes, les Noirs, les Musulmans...

Une fois de plus, les dirigeants israéliens exploitent de façon éhontée l'attentat commis pour inciter les Juifs français à émigrer en Israël. Cette attitude a été une constante des dirigeants sionistes qui ont toujours invité les Juifs de tous les pays à ne pas se reconnaître dans le pays qu'ils habitent et dans lequel ils sont nés, réjouissant ainsi tous les antisémites qui les considèrent comme étrangers et souhaitent leur départ. Dans cette logique, le peuple palestinien, écrasé et martyrisé,

devrait payer pour l'antisémitisme français, en devant supporter la venue de nouveaux contingents de colons potentiels, pour eux aussi les pousser hors de leur pays.

Le philo-sémitisme d'État, qui protège Israël, met en danger les Juifs en France en en faisant une communauté à part, alors même que des lois et des déclarations officielles maintiennent les discriminations d'autres communautés. Il participe à leur exclusion du collectif national en recevant les criminels de guerre qui dirigent Israël, comme si ceux-ci pouvaient être en quoi que ce soit les dirigeants d'une « communauté juive » de France.

La lutte est une contre tous les racismes, contre tous les obscurantismes, et c'est l'affaire de tou-te-s, quelles que soient nos origines et nos identités multiples.

Bureau national de l'UJFP, 13 janvier 2015



30.

Nous refusons l'instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire juives au service d'une cause indéfendable et dangereuse.

Auteur : Michèle Sibony

Date : 5 février 2015

Contexte : Un mois après les tueries de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper casher de la Porte de Vincennes, Michèle Sibony revient, dans une interview de *L'Anticapitaliste*, sur la question de l'antisémitisme et de son instrumentalisation.

Lien : <https://ujfp.org/nous-refusons-linstrumentalisation-de-lhistoire-et-de-la-memoire-juives-au-service-dune-cause-indefendable-et-dangereuse/>

Entretien avec Michèle Sibony, porte-parole de l'UJFP.

Les meurtres du 9 janvier dernier lors de la prise d'otage à l'Hyper Cacher nous incitent à faire le point sur l'antisémitisme en France. Michèle Sibony, vice-présidente de l'UJFP (Union juive française pour la paix) nous a accordé une interview.

Les meurtres commis par Amedy Coulibaly sont clairement antisémites. Peux-tu faire le point sur l'antisémitisme en France, ses ressorts et ses zones d'influence ?

L'après-guerre a rendu l'antisémitisme de la vieille droite réactionnaire française illicite, mais latent. Cet antisémitisme n'a jamais cessé d'exister ou d'agir. Depuis le début des années 2000, nombre de cimetières juifs et de synagogues ont été attaqués en même temps que des mosquées et des cimetières musulmans, œuvre commune le plus souvent de groupes d'extrême droite.

Avec la deuxième Intifada s'est développée une forme plus populaire de ressentiment antisémite liée à l'adhésion forcée, j'y reviendrai, des juifs français à la cause sioniste. Cela s'est accompagné de la désignation de toute prise de position pour la Palestine comme antisémite et de l'installation dans les médias, dans les déclarations et les actions politiques officielles, d'un soutien unidimensionnel à la politique israélienne.

Cette émotion à deux vitesses devant les actes racistes, la solidarité systématique exprimée à la communauté juive, alors que rien de tel ne se produit devant les attentats racistes visant la population arabe, la présentation du conflit israélo-palestinien qui fait toujours l'impasse sur le rapport de domination d'un État contre un peuple occupé et colonisé, ont fini, associées à la crise sociale qui frappe les quartiers populaires où vivent une grande partie de ces descendants d'indigènes, par développer chez une partie d'entre eux rancœur et révolte. Ce sentiment en a rendu certains réceptifs aux thèses antisémites d'un Dieudonné, puis aux thèses du complot développées par des Soral et pire encore parfois.

Des journaux ont titré récemment sur des départs de juifs de France. Quelle en est la réalité ? Quel rôle joue la propagande d'Israël et des organisations sionistes ?

Il y a une réalité nuancée : d'une part dans les deux dernières décennies, une classe moyenne qui s'est installée progressivement dans un entre-deux entre Israël et la France, attirée par le soleil et la « bulle » de Tel Aviv, des professions libérales, ont acheté des appartements à Tel Aviv et y viennent plusieurs fois dans l'année. Il y a aussi une classe plus pauvre et fragile de juifs qui vivent dans les banlieues et les cités des quartiers populaires, prise en otage par l'embrigadement inconditionnel pour Israël indissociable de la peur de l'antisémitisme. Le premier est la conséquence de l'autre dans la logique sioniste (et l'antisémitisme fait peur aux juifs, n'est-ce pas normal ?). Cette catégorie fragile tente l'émigration sans filet, et eux, leurs enfants feront l'armée. Ils rencontrent là-bas des difficultés d'intégration, de travail, et un pourcentage important de cette « aliya » (montée ou immigration) revient en France, déçu par des conditions de vie pas plus faciles, au contraire.

Les chiffres de la « yerida » (descente ou retour) ne sont pas communiqués, mais un tout récent reportage télévisé en Israël indiquait comment les effets d'annonce concernant une « alyia » massive suite à la tuerie de la porte de Vincennes, devaient être relativisés, et que les chiffres de la

« yerida » finissaient par rendre ceux de l'« aliya » française des dernières années, là encore, très relatifs.

Peux-tu nous expliquer ce qu'est le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et son influence ? Cet organisme se targue de représenter les juifs français. Est-ce vrai ?

Le CRIF est un collectif issu de la Résistance. Il comprend aujourd'hui 60 associations, certaines importantes et d'autres très faibles numériquement. Il a longtemps été un organisme peu politisé, peu ou pas sioniste, peu utilisé par les gouvernements français, et parfois à gauche. Son corps électoral, évalué dans le meilleur des cas à 6 000 membres, ne peut en aucun cas l'autoriser à prétendre représenter une communauté que l'on évalue à 500 000 ou 600 000 personnes. Son virage vers un sionisme agressif a été catastrophique pour les Juifs en France, surtout par l'audience que lui ont accordée les gouvernements successifs depuis 2000.

C'est la rencontre des intérêts politiques français alliés d'Israël, dans le cadre de la vision néolibérale du monde et de sa nouvelle stratégie, d'une ambassade israélienne très active et de son bras armé, le CRIF, qui a produit la prise en otage de la communauté juive : tous comme un seul homme derrière Israël, et cela parce qu'il y a antisémitisme en France puisqu'il y a expression de solidarité avec la Palestine... L'équivalence imposée des termes juif, sioniste, israélien, a encore fragilisé les juifs, les rendant comptables aux yeux de certains des exactions israéliennes.

Quels sont le poids et l'évolution des organisations comme la LDJ (Ligue de défense juive) ?

Au lendemain de l'attentat de Copernic, le CRIF et les consistoires ont passé un accord avec le gouvernement, les autorisant à développer leurs propres systèmes de sécurité devant les synagogues et lieux sensibles juifs : le Service de protection de la communauté juive, qui travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur. C'est ce qui a favorisé le développement de petites milices juives violentes issues de groupes d'extrême droite, comme le Betar puis la LDJ, Ligue de défense juive, fondée par le rabbin américain d'extrême droite Meïr Kahana, un adepte du transfert de tous les Palestiniens hors du « Grand Israël ». Interdite aux États-Unis, puis en Israël, en raison de son extrême violence et de son racisme, elle bénéficie en France d'une incroyable protection gouvernementale. Pour la première fois l'été dernier, pendant les événements de Gaza, le ministre de l'Intérieur a évoqué la possibilité d'étudier sa dissolution... Mais plus rien depuis, et l'affaire semble avoir été classée... jusqu'à la prochaine agression.

En 2013, Enzo Traverso a publié un livre La Fin de la modernité juive, sous-titré Histoire d'un tournant conservateur. Les courants progressistes et communistes étaient importants chez les juifs français. Qu'en est-il maintenant ? Quel est le rôle d'une organisation comme l'UJFP ?

Nous avons trouvé remarquable l'étude d'Enzo Traverso, et tristement juste son analyse sur le tournant conservateur juif. Les courants progressistes juifs, héritiers des lumières ou du Yiddishland révolutionnaire d'Europe centrale, étaient le fait des juifs européens, mais les juifs français sont dans leur majorité actuelle le produit de la décolonisation nord-africaine. Ils sont arrivés en France au début des années 60 (et non au début du siècle dernier ou bien avant) et n'avaient pas ou peu «

bénéficié » des lumières ou des vertus républicaines dans les colonies. Cela dit, la chute du communisme, la perte de vitesse de la gauche en général, et le tournant conservateur, ne concernent pas, loin de là, que les juifs en France...

L'UJFP est une association juive laïque qui porte une parole juive progressiste. Nous refusons les instrumentalisation politiques des juifs d'où qu'elles viennent, du CRIF, d'Israël, ou des gouvernements français, qui semblent vouloir jouer les juifs et Israël contre les Arabes, et les Musulmans, sacrifiant de fait les droits nationaux du peuple palestinien. Nous refusons aussi l'instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire juives au service d'une cause que nous jugeons aujourd'hui tragiquement indéfendable et dangereuse pour les Palestiniens comme pour le collectif juif israélien. Au Moyen-Orient comme ici en France et en Europe, une paix véritable ne peut s'instaurer que dans la reconnaissance des droits de tous et de chacun, et dans l'égalité de traitement des citoyens. Il n'y a pas de paix sans justice.

L'Anticapitaliste, 3 février 2015. Propos recueillis par Ross Harrold et Henri Wilno



31. Le piège tendu aux Juifs de France.

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 15 janvier 2015

Contexte : Texte publié juste après les tueries de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper casher de la Porte de Vincennes, et après la manifestation du 11 janvier 2015 à laquelle participent Ali Bongo, Viktor Orban, Benyamin Netanyahou, Avigdor Liberman et beaucoup d'autres....

Lien : <https://ujfp.org/le-piege-tendu-aux-juifs-de-france/>

Nous avons ces derniers jours vécu les mêmes bouleversements à répétition que tous nos concitoyens. Comme Juifs nous avons été profondément atteints par l'horrible attentat perpétré contre des Juifs parce que Juifs. Cela ne peut que faire résonner pour nous les pires heures de l'histoire du judaïsme français. Tout ce que nous croyons comme militants,

citoyens, êtres humains, tout ce pour quoi nous luttons, la valeur de la vie, de l'égalité entre les hommes, le ta'ayush (le vivre ensemble), s'est vu bafoué ici dans la rédaction d'un journal, puis dans ce magasin caché. Nous sommes convaincus que la liberté d'expression est une valeur fondamentale de toute société démocratique et qu'elle doit être défendue à tout prix contre la violence obscurantiste.

Nous sommes aussi conscients de la montée d'un antisémitisme redoutable en France. Mais nous voulons l'analyser et tenter d'en comprendre les causes, parce qu'il est porteur comme tous les racismes d'aveuglement, de haine et de sang.

Notre association dénonce depuis des années le piège tendu aux Juifs de France, et il nous semble important de le décrire à nouveau aujourd'hui au lendemain de cette attaque meurtrière.

Un piège tendu par plusieurs instances et à plusieurs niveaux articulés et coordonnés dans le temps. A partir des provocations de Sharon sur le parvis de la mosquée d'Al Aqsa qui ont déclenché la deuxième Intifada en 2000, le gouvernement israélien de l'époque a décidé que la France, où réside la première communauté juive d'Europe, était un outil nécessaire et incontournable de sa politique. Son exécutif sur place ? L'ambassade d'Israël, l'agence juive, et le CRIF, conseil dit représentatif des institutions juives de France. Il s'agit d'embrigader tous les Juifs de France dans un soutien inconditionnel à tous les actes du gouvernement israélien, même les pires. Un CRIF qui va imposer une vision uniforme, d'une communauté juive totalement homogène soudée autour d'un sionisme sans faille et d'un soutien sans nuances aux actes du régime. Et ce travail va d'ailleurs se poursuivre très vite jusque dans le réseau des associations juives laïques, d'où l'UJFP sera assez vite éjectée. Hors du sionisme point de salut ! Imaginer une collectivité de près de 600 000 âmes parlant d'une seule voix, est aussi fou et stupide que de prêter cette unanimité à cinq ou six millions de musulmans, parmi lesquels il y a aussi de toute évidence, des religieux, laïcs ou non, plus ou moins pratiquants, des sionistes même, etc. Mais cela favorise une assimilation voulue, dans l'esprit de chacun : juif = soutien d'Israël et de sa politique quelle qu'elle soit. Et cette politique occupe, colonise, tue des Arabes palestiniens tous les jours.

Les gouvernements successifs d'Israël n'ont quant à eux pas cessé depuis la même époque de s'adresser aux Juifs français en leur demandant de quitter une France pleine de musulmans antisémites et de faire leur « aliya » en Israël.

Enfin un aréopage d'intellectuels français, tenants du choc des civilisations, des Fourest, des Taguieff, des Tarnero, des Finkielkraut, mèneront à la fois le combat contre l'islam et celui pour le sionisme. Les gouvernements français successifs n'ont cessé, eux aussi, d'assimiler la légitime critique d'Israël et du sionisme à un racisme antisémite. Et la plupart des médias français ont repris la rengaine. On entendait même des journalistes après le massacre de Toulouse, parler d'Israël à des citoyens français juifs devant l'école visée, en leur disant « votre pays ». Souvenons-nous du fameux rapport Rufin qui demandait la pénalisation de l'antisémitisme décrit comme une nouvelle forme d'antisémitisme.

Dans ce piège, beaucoup de Juifs se sont trouvés pris, qui avaient des liens affectifs, familiaux, d'identification avec Israël, et avec son histoire telle qu'elle leur était présentée par la mythologie sioniste, et sont petit à petit devenus des « représentants » potentiels du soldat israélien ou du colon

israélien en France, renonçant progressivement à leur esprit critique, sous les effets déjà néfastes de confrontations de plus en plus problématiques. Ils ont aussi renoncé en même temps à leur capacité d'empathie pour l'autre, l'occupé, le destitué de tous ses droits, le massacré comme à Gaza cet été, pour ne plus voir que leur souci de préserver à tout prix ce « petit État fragile et jeune entouré d'ennemis » seul capable de les protéger de l'antisémitisme. Toute critique contre cet État est ainsi devenue un acte antisémite, tout rassemblement de solidarité avec la Palestine, un regroupement de fanatiques les menaçant personnellement et que les communautés locales poussées par le CRIF réussissaient à faire interdire, renforçant ainsi l'animosité contre eux. Le cercle vicieux ainsi amorcé n'a fait que se renforcer avec le temps, les attaques sur les territoires occupés ne faisant qu'augmenter tensions et replis.

La crise sociale s'est développée pendant ces années dans les quartiers populaires où se côtoient souvent dans les mêmes HLM ou les mêmes cités des Français (juifs, arabes et africains), dans des conditions similaires de difficultés sociales. Dans ces ghettos de pauvreté, le jeune français post colonial qui subit le délit de faciès, la discrimination à l'emploi, le refus de l'entrée des boîtes de nuit, parce que basané, s'identifie lui au dernier carré non décolonisé du monde arabe, et au Palestinien opprimé. Il porte parfois le keffieh symbole de la résistance. Et chaque fois qu'il veut exprimer sa solidarité, sa parole est interdite, assimilée à de l'antisémitisme. Sa volonté de participer au débat politique se voit niée, rejetée, rabaisée à une expression raciste. C'est lui le raciste, en plus de subir comme noir ou arabe le racisme et l'exclusion sociale. Petit à petit se développe chez lui un ressentiment contre cette communauté (qui soit dit en passant se voit reconnue comme communauté, le terme de communautarisme étant réservé aux autres) dont le gouvernement affirme qu'il la protège contre lui et ses semblables.

Le porteur de kippa n'arbore-t-il pas aussi souvent l'insigne des parachutistes israéliens ? Lui peut aller manifester tranquillement pour soutenir l'armée israélienne et ses massacres à Gaza, voire même y participer, la presse nationale, le gouvernement français, tiennent le même discours que lui sur l'opération « bordure de protection. » Il est du côté du manche. Il est blanc il est occidental, il a le droit du plus fort pour lui. Les groupes violents comme la Ligue de Défense Juive peuvent insulter la Palestine, les Arabes, frapper, casser, rien, aucune sanction, la police regarde et se tait, comme cet été rue de la Roquette, des vidéos prises sur place faisant foi. Le jeune arabe, lui, n'a pas le droit de manifester pour Gaza – interdictions ministérielles pendant la même période. Comment ne pas penser à ce jeune homme qui a été arrêté (avec d'autres sur délit de faciès pur) en marge d'une manifestation de cet été, en rentrant tranquillement chez lui, parce qu'il portait un keffieh : frappé, passé en comparution immédiate, la journaliste de Libération qui assistait à l'audience où le garçon pleurait devant une juge partielle et inflexible, refusant d'entendre quoi que ce soit, en a fait un article scandalisé. Il a pris trois mois de prison ferme, et est encore aujourd'hui assigné à résidence dans sa banlieue avec bracelet électronique.

Cette justice à deux vitesses, cette stigmatisation des uns au bénéfice douteux des autres, ce discours officiel qui fait du monde arabe l'axe du mal terroriste, arriéré barbare, et d'Israël un modèle de démocratie, des jeunes arabes et africains des dangers potentiels pour la société et des Juifs une catégorie intégrée dans un Occident tout récemment devenu judéo-chrétien et à protéger, font le lit de la colère. L'impuissance à dépasser une condition misérable a envoyé des centaines de jeunes de tous horizons (même des Juifs paraît-il) dans les bras de Daesh et de Al Qaïda. Et le piège se referme. Les Juifs, corps devenu homogène, paieront pour toutes ces injustices, les humiliations,

tous ces musellements de parole, toute cette arrogance affichée sous la protection de tous les gouvernements français : ne touchez pas à nos Juifs, vous, les étrangers à vie, les barbares inintégrables à notre république. Si l'on ne peut atteindre Israël on atteindra ses supporters juifs. L'abcès de fixation que constitue la question palestinienne non résolue, prise elle aussi dans le remodelage d'un nouveau monde profondément injuste, et que les puissants refusent de régler, participe de l'émergence d'un terrorisme redoutable parce que désespéré et suicidaire.

Un mécanisme redoutable d'assignations identitaires s'est mis en place dans le cadre des nouvelles divisions du monde depuis 1989 et « la chute du mur », et les Juifs d'Europe et de France en particulier ont servi de pions dans le nouveau dispositif.

C'est avec une très grande tristesse que nous disons aux nôtres, nous sommes français, nous pouvons vivre heureux chez nous en France, comme le disait le dicton transformé par Elie Barnavi, « heureux comme un juif en France », avec nos compatriotes de toutes origines aujourd'hui, l'importation du conflit c'est par votre biais en vous utilisant et vous manipulant qu'elle s'est faite, au service d'une cause bien injuste. Nous devons tous nous battre contre le terrorisme montant de Daesh et de Al Qaïda, parce qu'il est meurtrier, suicidaire et sans issue. Ce qui passera par des luttes communes, contre tous les racismes, toutes les exclusions, la restitution de la diversité des opinions de tous, musulmans, arabes et juifs, dans l'échange et le dialogue. La liberté d'expression n'est pas réservée à une seule vision du monde.

Bureau national de l'UJFP, 15 janvier 2015



Index lexical

Al Qaïda.....	13 sv
amalgames.....	2
antisémitisme.....	4 sv, 12 sv
antisionisme.....	12
Bataclan (tuerie du).....	2
Charlie-Hebdo (tuerie de).....	5
choc des civilisations.....	12
Coulibaly, Amedy.....	9
CRIF.....	4, 10 sv, 13
Daesh.....	13 sv
Dieudonné.....	9
Hyper Cacher de la Porte de Vincennes.....	5, 7 sv, 11
immigration.....	9
islamophobie.....	6
judaïsme.....	6, 11

kippa.....	13
LDJ (Ligue de défense juive).....	10
Merah, Mohammed.....	2 sv, 5
obscurantisme.....	8
Orban, Viktor.....	11
philosémitisme.....	8
philosémitisme d'État.....	8
racisme.....	6 sv, 10, 12 sv
Racisme.....	2
Soral, Alain.....	9
Toulouse et Montauban (tueries de).....	2 sv
Traverso, Enzo.....	10
vivre ensemble.....	7, 12

LIEN VERS LE DOSSIER 4

Retrouvez les articles de l'UJFP sur son site :

<https://ujfp.org>

